



ISTOCK.COM/PEOPLEIMAGES

Nos smartphones nous espionnent

Nous sommes suivis.

- Daniel Greene
- [19/07/2022](#)

Le documentaire massivement populaire du cinéaste Dinesh D'Souza, intitulé *2 000 Mules*, a exposé un niveau époustouflant de fraude électorale généralisée lors des élections américaines de 2020. Le film, sorti le 20 mai, a démontré des preuves de fraude en utilisant les images des caméras des trafiquants de bulletins de vote et les données de géolocalisation des *smartphones*.

2 000 Mules expose la fraude électorale et la façon dont nous sommes suivis de près grâce à nos appareils mobiles.

De nombreuses entreprises utilisent les données de géolocalisation de nos téléphones. Si vous avez activé les « services de localisation », vous êtes suivi. La plupart des appareils mobiles sont fabriqués de manière à inclure un récepteur de système de positionnement global (GPS). Cette technologie permet à votre appareil de recevoir les signaux des satellites. Grâce à ces signaux, votre appareil peut déterminer votre localisation exacte.

Des entreprises comme *Google* et *Facebook* stockent et analysent nos données de localisation pour améliorer leurs services et les utiliser à des fins publicitaires. Certaines de ces entreprises vendent les données de localisation à d'autres entreprises. L'organisation *The Markup*, une société à but non lucratif, a identifié au moins 47 entreprises qui « récoltent, vendent ou échangent les données de localisation des téléphones portables ».

En utilisant les données de localisation, il est possible de suivre les mouvements des personnes les plus puissantes du monde. Dans un rapport révélateur publié en 2019, le *New York Times* a montré comment il a pu suivre le président américain Donald Trump en utilisant les données de géolocalisation. Selon le *New York Times*, l'Agence centrale de renseignements (CIA) et l'Agence nationale de la sécurité (NSA) ne permettent pas à leurs effectifs d'utiliser leurs téléphones personnels à l'intérieur du quartier général de l'agence.

Les forces armées et les agences gouvernementales utilisent parfois les données de localisation pour leurs enquêtes. La Constitution américaine empêche les entreprises de transférer des données de localisation au gouvernement sans mandat. Mais, si un membre d'une agence gouvernementale méprise la Constitution, qu'est-ce qui l'empêche d'utiliser les données à de mauvaises fins ?

Vos données de géolocalisation sont comme votre ADN. Vous emportez votre téléphone avec vous à peu près partout où vous allez. Votre téléphone vous identifie. Si une entreprise ou une agence gouvernementale voulait cibler injustement quelqu'un, avoir accès à sa localisation en temps réel constituerait une opportunité dangereuse.

Des documents judiciaires suggèrent que le Bureau fédéral d'enquête (FBI) a utilisé les données de géolocalisation provenant de *Google* pour identifier les personnes suspectées d'avoir pénétré dans le Capitole des États-Unis le 6 janvier 2021. Le magazine *Wired* affirme avoir trouvé « 45 dossiers criminels fédéraux qui citent les données de géolocalisation de *Google* pour placer des suspects à l'intérieur du Capitole des États-Unis le 6 janvier. »

« Alors que *Google* reçoit chaque année plus de 10 000 mandats de géolocalisation aux États-Unis, ceux qui concernent l'entrée au Capitole semblent avoir été particulièrement productifs, permettant apparemment au FBI de constituer une vaste base de données consultable dans sa chasse aux émeutiers », selon *Wired*. Dans un climat politiquement chargé, il est facile de voir comment une agence de renseignement pourrait utiliser les données de géolocalisation pour espionner une personne avec laquelle elle n'est pas d'accord.

L'agence du gouvernement fédéral des États-Unis qui collecte l'impôt sur le revenu et des taxes diverses (IRS) a acheté des données de localisation en 2017 et 2018 sans mandat. Elle a acheté des données de localisation auprès du vendeur de données *Venntel* pour tenter d'identifier des personnes susceptibles de retenir illégalement des impôts. Bien que traduire en justice les fraudeurs fiscaux est une bonne chose, utiliser les données de localisation des citoyens sans mandat est un précédent dangereux.

Plusieurs sénateurs américains se sont prononcés contre l'IRS. Les sénateurs Ron Wyden et Elizabeth Warren ont écrit une lettre à l'inspecteur général du Trésor pour l'administration fiscale, l'avertissant que « l'IRS n'est pas au-dessus de la loi et les avocats de l'agence ne devraient jamais donner aux enquêteurs de l'IRS-CI la permission de contourner les tribunaux et de s'engager dans la surveillance des Américains sans mandat. »

Mais le FBI et l'IRS ne sont pas les seules agences gouvernementales à avoir utilisé des données de localisation pour leurs enquêtes. La CIA, la NSA, le département de la Défense, le département de la Sécurité intérieure, les services secrets et de nombreux services de police locaux auraient acheté des données de localisation.

C'est un « cauchemar dystopique », a déclaré le sénateur du Kentucky Rand Paul. « Je perçois la crainte d'une communauté du renseignement ivre de pouvoir, impénitente et peu encline à renoncer au pouvoir. [...] Je suis honnêtement inquiet, préoccupé de savoir qui est vraiment aux commandes de notre gouvernement. »

Il existe des politiciens au sein du gouvernement américain qui méprisent la Constitution et la considèrent comme dépassée. La plupart ne comprennent pas qu'il n'y a pas de liberté sans loi. Dans une large mesure, la Constitution a été un rempart contre la tyrannie. Sans l'État de droit, il y a la tyrannie.

« Êtes-vous conscient de la grande dangerosité de cette tendance au non-respect de la loi ? » écrit le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, dans [L'Amérique sous attaque](#). « Très peu de gens le sont. Mais cela donne un grand aperçu de la nature réelle de la menace à laquelle l'Amérique fait face, aujourd'hui. »

« La tyrannie du gouvernement est une routine dans l'histoire humaine », poursuit-il. « Ne soyons pas naïfs, et ne pensons pas que quelque chose comme cela ne pourrait jamais se produire ici. Nos ancêtres n'étaient pas stupides. Ils voulaient garantir la liberté américaine. Ils savaient réellement que Dieu est un Dieu de liberté ; Il veut que nous soyons libres. C'est un don de Dieu, et ils comprenaient cela ! »

Les auteurs de la Constitution comprenaient mieux la nature humaine que nous ne la comprenons aujourd'hui. C'est pourquoi ils ont rédigé un document largement fondé sur la loi de Dieu. En raison de son fondement biblique, M. Flurry dit qu'il croit que « c'est le document le plus noble jamais écrit par un gouvernement de ce monde ».

Aujourd'hui, la Constitution est sous attaque. Pour comprendre cette attaque et la réalité spirituelle derrière l'érosion de la liberté en Amérique, vous avez besoin de la perspective fournie par la prophétie biblique. Si vous ne l'avez pas encore fait, veuillez demander et lire la brochure gratuite de M. Flurry, [L'Amérique sous attaque](#).